

Gagner

Pour que la politique
change (vraiment) nos vies

Mahaut Chaudouët-Delmas
Samuel Grzybowski
Priscillia Ludosky

Gagner

Pour que la politique
change (vraiment) nos vies

ISBN: 979-10-307-0656-7

© Éditions Au diable vauvert, 2024

Au diable vauvert
La Laune 30600 Vauvert

www.audible.com
contact@audible.com

Sommaire

| | |
|--|----|
| Introduction..... | 7 |
| I. L'impératif de victoire | 17 |
| A. Gagner, une priorité stratégique qui n'est pas partagée par tou·tes | 17 |
| B. Qui, que faire gagner, et pourquoi? | 50 |
| II. Cinq postulats stratégiques si l'on veut <i>vraiment</i> gagner..... | 61 |
| A. Prendre acte de la période d'exception : l'exemple de 1876 | 62 |
| B. Prendre acte de la tripolarisation de la vie politique et de la caducité du clivage droite-gauche | 68 |
| C. Prendre l'Avenir en commun pour acquis..... | 73 |
| D. Aligner projets, comportements et récits pour résoudre le rejet des partis par les citoyen·nes | 76 |
| E. Repenser l'unité dans la diversité | 79 |
| III. Différentes traditions politiques, un seul objectif | 84 |
| A. Petit éloge de la NUPES..... | 84 |
| B. La tradition socialiste de gouvernement..... | 94 |
| C. La tradition écologiste de participation | 98 |

| | |
|--|-----|
| D. La tradition communiste de résistance | 102 |
| E. L'expérience insoumise de massification..... | 104 |
| F. Le vivier abstentionniste..... | 106 |
| IV. Mêmes partis nouveaux fonctionnements | 113 |
| A. Les partis, acteurs incontournables de la vie démocratique | 114 |
| B. Un fonctionnement à bout de souffle | 121 |
| C. Innover pour renouveler..... | 126 |
| D. L'insuffisance des partis seuls..... | 134 |
| V. L'arc-en-ciel des mouvements de lutte et de la société civile organisée..... | 136 |
| A. Les sept couleurs d'une très large bataille culturelle..... | 137 |
| B. Le vert du mouvement climat..... | 139 |
| C. Le violet des féministes | 156 |
| D. Le noir des antiracistes..... | 169 |
| E. L'arc-en-ciel LGBT..... | 187 |
| F. Le rouge des ouvrier-es | 203 |
| G. Le blanc des soignant-es..... | 219 |
| H. Le jaune des Gilets jaunes..... | 226 |
| I. L'insuffisance des mouvements seuls | 237 |
| VI. Les trois réconciliations nécessaires et suffisantes pour gagner | 243 |
| A. Réconcilier social et écologie | 244 |
| B. Réconcilier partis et citoyenneté | 249 |
| C. Réconcilier activisme et entrepreneuriat | 259 |
| D. La tri-réconciliation, secret et moteur de la victoire finale | 263 |
| Kit de départ pour gagner..... | 267 |
| Bibliographie..... | 271 |

Introduction

Tout porte à croire que l'espoir n'est plus. Que nos vies, celles de nos enfants, que notre avenir collectif ne pourront désormais plus changer. Nous nous dirigeons, passif-ves, vers une existence d'inégalités toujours plus incompréhensibles, de désirs toujours plus irrécyclables, de dangers toujours plus irréversibles. Une existence de guerres centennaires, et de haine, de peur, de colère, de solitude. Nous errons, las-ses, dans l'ersatz de société qui nous a été imposé. Nous avons le sentiment que les ennemis qui l'ont organisé sont trop puissants, riches, corrompus, invisibles, intouchables, pour en changer le cours. La machine infernale est lancée depuis trop longtemps. Les enjeux sont trop gros, trop complexes, trop intriqués. La lassitude est trop forte, l'injustice trop épaisse, trop ancienne.

Faut-il abandonner pour autant ? Nous avons parfois l'impression que nous ne mesurons pas ce que nous risquons de perdre si l'un des deux *blocs* majoritaires à l'œuvre aujourd'hui dans les démocraties continue d'étendre son empire sur la pensée, la finance, et surtout la politique.

Nous parlons bien, lorsque nous évoquons ces « deux *blocs* majoritaires », d'une part de ce capitalisme dangereux, total et dérégulé, qui produit chaque année de plus en plus de pauvres en miroir de plus en plus de milliardaires, et

d'autre part de ce fascisme rampant et dissimulé, habile par son mensonge, qui s'immisce comme un poison dans les interstices du désespoir et de la colère. Les propositions politiques de l'extrême argent et de l'extrême identité ont toutes les deux quelque chose de satisfaisant, car elles refusent la réalité. Elles refusent le plancher humain, le minimum avec lequel nous devons vivre et même vivre dignement, le minimum pour manger, boire, dormir et nous épanouir dans cette vie. Elles refusent aussi le plafond terrestre, le maximum au-delà duquel nous ne pouvons aller sans menacer l'existence même de toute vie sur Terre, le maximum au-delà duquel nous ne pourrions plus ni respirer, ni boire et manger à nouveau. Entre ces deux extrêmes, ce livre fait l'éloge d'un projet *politique* orienté vers une justice réelle et effective s'appliquant dans le cadre de la protection du vivant.

Pourtant, dès 1789, notre Constituante déclarait dans l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. » Alors qu'une grande partie de notre histoire collective est basée sur cette déclaration, il semble bien souvent que nous oublions certains des principes qui y sont énoncés, fondateurs de notre édifice commun.

Nos victoires

Car nous sommes des milliers, des millions à résister à l'oppression, à préfigurer – *par nos rêves et nos engagements* – ce que pourrait être demain, quand nous serons sorti-es du capitalisme et aurons renoncé à nos élans autoritaires pour nous protéger, fausse réponse ne protégeant en fait que quelques-un-es et en définitive personne,

comme l'histoire le révèle. Pour que ce futur soit, pour que la vie persiste, nous devons impérativement gagner. Nous devons prendre et exercer le pouvoir comme nous l'avons fait tout au long de notre histoire, en choisissant d'adopter des mesures impossibles mais souhaitables s'inscrivant dans la vaste généalogie de l'abolition des privilèges (1789) et de l'esclavage (1848); des droits humains (1789), de la citoyenneté aux juif-ves (1791) et de la réhabilitation de Dreyfus (1906); du suffrage « universel » masculin (1792) puis vraiment universel (1944); de la Commune (1871); des libertés fondamentales de grève (1864), de syndicat (1884) et d'association (1901); du droit au repos hebdomadaire (1906); de la limitation du temps de travail à 60 heures (1906), 48 heures (1919), 40 heures (1936), 39 heures (1982) et 35 heures (1998); des congés maternité (1909 et 1980); du droit à la retraite à partir de 65 ans (1910) puis 60 ans (1983); de l'Assurance maladie (1928) puis de la Sécurité sociale (1945); des congés payés de 2 semaines (1936), 3 semaines (1956), 4 semaines (1969) et enfin 5 semaines (1982); de la nationalisation des grands moyens de production (1945); du SMIG (1950) devenu SMIC; de l'Assurance chômage (1958); du droit à l'avortement (1975) et du mariage pour tou-tes (2013).

Pour que cette histoire continue, pour que la généalogie ne s'arrête pas là, nous, activistes pour le climat, artisan-es des luttes pour l'égalité, démocrates convaincu-es, acteur-ices des transitions territoriales, devons gagner en 2027 ! Nous pouvons gagner en 2027 ! Nous pouvons sortir de notre impuissance. Car s'il est une bataille que nous avons déjà gagnée, c'est celle des constats partagés, imposant partout les termes qui doivent aujourd'hui nourrir le débat : irréversibilité climatique; injustice fiscale, environnementale et sociale; rapport au travail et à la retraite; nécessité d'un renouveau démocratique.

La gauche

Jusqu'en 1983, et sporadiquement entre 1997 et 2002, ce que nous pouvons appeler « la gauche » fut le débouché naturel de nos espoirs. Cependant, beaucoup d'entre nous ont douté d'elle ces dernières années, et ont eu raison. Depuis 40 ans, la gauche en général, celle des partis mais aussi des militant·es, syndicats, résistant·es, avocat·es, journalistes, intellectuel·les et ouvrier·es, compte ses victoires sur les doigts de la main. Pendant ce temps-là le capitalisme les enchaîne les unes après les autres, jusqu'à faire accepter au Parti socialiste en 2008, sous le poids de la doxa libérale, l'économie financiarisée. Comme si le temps s'était arrêté en 1983 et que nous avons collectivement pris acte de la victoire d'un libéralisme irréversible, incompressible.

Pour nous, depuis 1983, la gauche se contente de jouer le rôle que l'on attend d'elle. Comme si la grande pièce de théâtre scénarisée par le capitalisme avait attribué à chacun un rôle bien défini dont il est impossible de sortir. Les activistes sont « dans leur rôle d'alerter », nous dit Élisabeth Borne lors de l'assemblée générale de Total en mai 2023, alors que des jeunes de tous horizons s'inquiètent viscéralement pour leur avenir, celui de la planète, de l'humanité surtout.

Quant au rôle assigné aux partis de gauche par le système, c'est l'opposition. Cela consiste à gagner progressivement des sièges à l'Assemblée afin que leurs dirigeant·es occupent des mandats, financent l'existence de ces partis, et briguent de nouveaux mandats plus nombreux encore pour la suite. Il se limite ainsi à jouer la partition d'un antagonisme « sain pour la démocratie », plus ou moins constructif. Ils assurent surtout de mettre sous perfusion le système qui les contraint en validant son autorité, puisqu'ils se cantonnent au rôle de second, d'adversaire, de détracteur, place qu'ils finissent par trouver chaude et confortable.

La gauche est d'ailleurs d'autant plus majoritaire dans la société que le concept même de « gauche » est rejeté. Ce paradoxe insoutenable a poussé le peuple de gauche à généraliser le vote utile à chaque élection. Les socialistes aux locales, les écologistes aux européennes et les insoumis-es à la présidentielle sont devenu-es le réceptacle des 8 millions d'électeur-ices infatigables.

Sortir de nos rôles assignés

Il est temps de sortir des rôles qui nous ont été attribués, que les partis politiques cessent de jouer selon les règles du marché électoral et de l'opposition minoritaire, et que les citoyens non encartés sortent de leur torpeur pour rejoindre les forces politiques et s'engager corps et âme pour la victoire !

Bien sûr, cette victoire se fera *au-delà* de la gauche, mais aussi *avec* la gauche et *enracinée* à gauche. Depuis 1983, la gauche, celle que nous aimons, est dans l'opposition. Y compris de 1997 à 2002 et de 2012 à 2017, où son flambeau n'a été que difficilement repris par lesdits frondeur·ses, seul·es ces élu·es ont été capables de rappeler les idéaux qui font l'âme de la Nation depuis cet été 1789 : l'acquisition de nouveaux droits ; la lutte contre toutes les formes d'oppression ; la solidarité humaine au nom de l'absolue dignité.

Pour nous, la gauche n'est pas simplement la moitié de l'hémicycle, le côté du Jeu de paume contre le droit de veto du roi, ou la frange la plus progressiste de la société acceptant par évolution des mœurs l'abolition de la peine de mort et le mariage pour tous. Pour nous, la gauche est entendue ici comme l'espace politique qui ne choisit jamais entre la liberté et l'égalité, c'est-à-dire qui obéit à la fois à l'impératif d'évolution des droits (liberté) et à l'impératif de

lutte contre les oppressions (égalité), et donc à l'intervention de l'État si nécessaire dans le « contrôle de l'égalité ». Une définition qui met en porte-à-faux les soi-disant « libéraux de gauche » à l'origine de la macronie, dont la liberté est incomplète – car il ne s'agit que de celle de quelques-un-es – et qui ont abandonné le contrôle de l'égalité. Elle isole aussi les « identitaires de gauche », qui se planquent derrière une idée nauséabonde de la République et de la laïcité, utilisées comme faux nez d'un nationalisme qui ne dit pas son nom, qui ne se cache plus d'être raciste ou policier, et qui abandonne la lutte contre toutes les oppressions (antisémitisme, islamophobie, sexisme...). La République n'est pas un projet identitaire pouvant justifier les croisades visant à exclure : elle est le cadre que nous avons acquis et que nous protégeons. Celui du gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. La laïcité n'est pas une doctrine athée qui se méfie du religieux comme de la peste : elle est la neutralité de l'État, pas la neutralisation des individus. Elle est à la fois liberté et égalité : liberté de convictions incluant le respect de leurs manifestations, pratiques et transmission ; égalité devant la loi, le service public, l'école et le fonctionnement de la société en général.

La NUPES

De cette gauche-là, ouverte sur le monde, accueillante des différences, inondée de joie par la construction d'un nouveau modèle, la NUPES a été une brève espérance. Elle a donné, un temps, un support politique aux dénonciations qui se multiplient depuis 2016 et l'arrivée de Macron ministre, au service d'un système libéral malade. La NUPES, un temps encore, a éclipsé la bataille des ego, montrant par l'exemple que l'on pouvait gagner autrement, non seulement en s'alliant électoralement, mais

aussi intellectuellement, médiatiquement, programmiquement. Elle a également changé de recette politique, en s'alignant enfin sur les désirs de son électorat et en abandonnant, un temps là aussi, l'entre-soi belliqueux de l'exercice politicien. Celles et ceux qui, la veille des dernières législatives, s'invectivaient sur les plateaux TV, se reprochaient tantôt la marche des policiers, tantôt la marche du 5 novembre contre l'islamophobie, défilaient, le lendemain, écharpe contre écharpe dans les cortèges, lançaient des appels communs. Celles et ceux qui, la veille, se reprochaient mutuellement leur anti-républicanisme dénonçaient alors de concert les profits record de Total en pleine crise sociale, appelaient ensemble à la fin du modèle capitaliste. Pendant quasiment une année, il était impensable de se rendre à une manifestation sans y voir le cortège parsemé de toutes les couleurs de ce qu'a toujours été la gauche. Il était impensable de se rendre à une manifestation sans croiser un·e activiste écologiste et, à son bras, un·e militant·e antiraciste ou féministe.

Mais cela n'a duré qu'un temps, trop court. La NUPES n'aura été qu'un support provisoire et une espérance déçue. Car nous avons tou·tes vite déploré le retour des querelles intestines et avons dû faire face à cette réalité, qui n'était pourtant pas inéluctable: la double défaite à la présidentielle et aux législatives !

Le progrès

Dans l'histoire, c'est toujours la gauche qui a fixé le tempo, qui a défini le temps dans lequel nous étions. Elle donne l'agenda et la boussole du progrès, elle propose la prochaine étape pour davantage d'égalité, davantage de libertés. C'est à chaque fois la droite qui a essayé d'empêcher l'abolition des privilèges, de l'esclavage ou du travail

des enfants, qui a essayé de bloquer l'adoption des congés payés, du suffrage universel ou du mariage pour tou-tes. Aujourd'hui, les trois droites – libérale, conservatrice et identitaire – sont implicitement et explicitement solidaires pour faire obstacle à notre victoire prochaine.

Cette gauche-là ne privilégie ni l'évolution des droits et des libertés, ni la lutte contre l'oppression et les inégalités. Elle fait usage de toute sa force et de tous nos communs, de l'État en premier lieu, pour faire advenir une République vraiment indivisible, laïque, démocratique et sociale. C'est cette gauche qui instaurera bientôt une VI^e République écologique.

Protéger la vie

Contre le camp du profit et du rejet, ce texte veut aussi rappeler que nous sommes le camp de la vie. En luttant contre ces urgences, en gagnant, nous voulons porter le récit et favoriser la concrétisation d'un monde dans lequel chacun pourrait jouir du bonheur, de l'harmonie et de la paix.

Ce manifeste se veut être une pierre à l'édification de ce « camp de la vie », et à sa victoire. Il cherche à décortiquer ce qui nous a fait perdre hier, ce qui nous fera gagner demain, ce que nous avons en commun aujourd'hui. Nous sommes tou-tes trois de grand-es idéalistes, mais nous venons aussi du réel des luttes: Priscillia, initiatrice du mouvement des Gilets jaunes; Mahaut, militante féministe; et Samuel, activiste et entrepreneur social. Nous avons des positions franches, sans qu'elles empêchent l'harmonie des idées. Nous sommes arrivé-es à l'engagement par des voies distinctes. Nous venons de traditions politiques différentes bien que nous ayons le sentiment de n'appartenir réellement à aucune, de n'être figé-es dans aucun combat, de

pouvoir tous les embrasser. Nous aimons ce qui naît de la rencontre, à l'image de ce texte. Nous sommes d'accord sur tout, ou pouvons l'être. Nous l'avons découvert au fil de l'écriture. Ce livre n'est pas seulement la démonstration que nous pouvons gagner, il en est le témoignage.

Au-delà de tout ce que nous évoquons, proposons, imaginons dans cet ouvrage pour nos partis, organisations et mouvements, peut-être faudra-t-il aussi se réinterroger en profondeur sur le fonctionnement de notre système et de nos institutions. Parce que toute victoire durable passera par l'avènement d'une nouvelle République, VI^e du nom, toujours démocratique, laïque et sociale, mais aussi écologique cette fois !

I. L'impératif de victoire

A. Gagner, une priorité stratégique qui n'est pas partagée par tou·tes

La règle de la plupart des jeux peut se résumer de manière simple et sarcastique : « Le but, c'est de gagner. » Toutefois, le jeu politique partisan est un peu différent. Il s'apparente davantage aux incompréhensibles règles du Tour de France, expliquées à des néophytes dans un café un après-midi d'été. « Comment ça ce joueur ne court pas pour gagner le classement général ? » En effet, sur la totalité des coureurs, seule une vingtaine d'entre eux joue, au départ, pour gagner, et de moins en moins au fil des jours. Chacun joue en revanche sa partition. Certains veulent gagner une étape ou l'un des maillots spéciaux, tandis que d'autres visent un podium d'étape ou roulent pour afficher une marque qui finance leur équipe le reste de l'année. Dans la politique partisane, c'est pareil. Chacun·e joue sa partition, et gagner n'est pas forcément un objectif.

1. Prendre l'Élysée

« Gagner », dans le jeu politique partisan, c'est prendre le pouvoir. Et en France, cette prise de pouvoir, c'est l'Élysée! Simple. Basique. La Constitution de 1958, traditionnellement

appelée la V^e, donne lieu à une organisation politique et institutionnelle dont le pouvoir réel est quasi exclusivement détenu par le-la président-e de la République. Enfin, pour être exact-es, à l'origine, le-la président-e devait pouvoir taper du poing sur la table en cas de désordre au Parlement, au Gouvernement, ou dans n'importe quelle autre institution incapable de prendre une décision. Mais le texte de 1958 a été rédigé dans un quintuple contexte où : les partis politiques n'avaient que peu de moyens à l'échelle nationale (1) ; l'indiscipline et le débat interne des partis politiques n'avaient aucun rapport avec le dogmatisme actuel (2) ; le-la président-e n'était pas élu-e au suffrage universel (3) ; la guerre faisait encore rage dans les anciennes colonies (4) ; et surtout le-la président-e n'avait pas d'autorité directe sur le ou les partis majoritaires à l'Assemblée (5).

Or, depuis 1958, ces cinq paramètres contextuels ont été totalement bouleversés, et ce qui était censé justifier une présidentialisation du régime pour surmonter ces cinq singularités contextuelles des années 40-50 a totalement disparu. Les partis politiques, du fait de l'élection présidentielle nationale et directe, sont devenus d'immenses machines financières et organisationnelles, en particulier avant l'émergence d'Internet, provoquant cinq modifications des précédents facteurs. Les partis se sont regroupés en deux grandes forces qui ont dominé le jeu politique de 1965 à 2017 (1) ; ces deux mêmes forces politiques, organisant le monopole de leur alternance pour s'assurer un nombre d'élections locales suffisantes pour subvenir à leurs besoins financiers, ont imposé en leur sein un dogmatisme sans précédent² (2) ; le-la président-e

1. La Constitution de 1958 est en fait la quinzième constitution de l'histoire de France et la douzième à revendiquer une référence républicaine.

2. Il faut relire les débats au sein et en dehors des partis au moment de la Révolution et des II^e et III^e Républiques. Ce dogmatisme est un phénomène nouveau et contraint par l'impératif d'existence parlementaire.

est élu·e au suffrage universel en théorie depuis 1962, en pratique depuis 1965, ce qui accroît considérablement son prestige, sa légitimité et donc son pouvoir (3); la guerre dans les anciennes colonies étant terminée, les articles de la Constitution censés aider l'exécutif à diriger en cas de crise sont caducs³ (4); enfin, et c'est probablement le pire, le président de la République est à présent membre, voire dirigeant de fait⁴, du parti majoritaire à l'Assemblée (5). Ce cinquième point est la plus grande catastrophe de la vie politique française depuis 1965. Une discipline institutionnelle a toutefois permis à la France de résister à trois cohabitations⁵ et de garantir une continuité des institutions. Mais comme pour sonner le glas des contre-pouvoirs, la cohabitation a été rendue quasi impossible par une sixième et ultime modification du contexte, la réforme de 2002 faisant passer le mandat présidentiel au quinquennat pour l'aligner sur le calendrier parlementaire quinquennal en vigueur depuis 1871.

À cela s'ajoute que si le gaullisme était parvenu à maintenir un pluralisme politique au sein du consensus républicain-résistant-communiste issu de la guerre, le « tournant de la rigueur » en 1983⁶ a consacré un nouveau consensus, capitaliste et ultra-libéral. Au sein même de cet arc capitaliste, le clivage droite-gauche en place depuis 40 ans a glissé vers une nouvelle version de lui-même en opposant conservateur·ices et progressistes, notamment sur les questions sociétales, au sein d'un consensus non discuté dans la vie politique. Peu de gens ont noté qu'au premier tour de

3. L'article 16 bien sûr, mais aussi les articles d'accélération du processus parlementaire comme l'article 47 et l'article 49, dont les alinéas ont été utilisés plus que de raison ces dernières années.

4. Comme c'est un fait historique qui n'a jusqu'à présent concerné que le genre masculin, nous n'avons pas adopté la forme inclusive ici.

5. 1986-1988 Mitterrand-Chirac; 1993-1995 Mitterrand-Balladur; 1997-2002 Chirac-Jospin.

6. Cf. introduction.

la présidentielle 2022, sur une offre de onze candidat·es, Sarkozy et Hollande avaient voté pour Emmanuel Macron. Ce détail est tout sauf anodin. Car au fond, Emmanuel Macron est la version la plus offensive, la plus marketée, la plus esthétique de ce consensus majoritaire, faisant la synthèse d'ancien·nes membres de la droite conservatrice et de la gauche progressiste des 40 dernières années. Aujourd'hui, à l'Élysée, 44 % des membres du cabinet sont d'ancien·nes adhérent·es du PS, contre 25 % d'ancien·nes membres ou sympathisant·es de l'UMP⁷.

En d'autres termes, dans un pays comme la France, l'Élysée est le palais, l'autorité, le cloître, le chapitre⁸ et l'endroit le plus au centre de toutes les formes de pouvoir institutionnel dans la société. C'est depuis l'Élysée, avec l'assentiment de l'Élysée, sous contrôle de l'Élysée, que l'on peut produire de la norme – légale avec les lois, réglementaire avec les décrets, publique avec la tête de l'administration, symbolique avec la bataille culturelle, économique avec la régulation. Ou devrait-on dire avec la *dérégulation*. Parce qu'en plus, depuis l'Élysée, d'importantes décisions ont été prises depuis 40 ans pour réduire le pouvoir formel de la Nation, au profit des règles d'un autre jeu non moins dangereux : le marché.

L'Élysée a régulièrement octroyé au marché la liberté de s'auto-déterminer. C'est pourquoi on aurait pu imaginer qu'elle lui demanderait de l'aide en échange. Et pourtant, pour aller au bout de cette doxa libérale, quand il a fallu boucher des trous dans le budget, l'Élysée a préféré s'en prendre à la somme des millions de pauvres et ménages modestes en réduisant les APL, la durée de la retraite ou l'équilibre de la Sécurité sociale plutôt que mettre à

7. D'après un calcul réalisé par nous-mêmes en consultant les profils LinkedIn des membres du cabinet de l'Élysée en mars 2023.

8. Depuis l'époque médiévale, le chapitre est la salle au sein de laquelle les décisions sont prises dans un monastère. D'où l'expression « avoir voix au chapitre ».

contribution les quelques milliardaires à la tête de la moitié des valeurs disponibles dans ce pays.

Bref, l'Élysée est au sommet d'une pyramide de pouvoir effectif depuis lequel il transfère du pouvoir, beaucoup de pouvoir, à des acteurs privés. Et c'est précisément pour cette raison qu'il faut le gagner.

2. Gagner la bataille économique ?

Une définition de la victoire pourrait être la prise de pouvoir économique. Beaucoup d'arguments vont dans ce sens. Les entreprises ont une importante marge de manœuvre pour agir : elles sont à l'origine de la majorité du carbone émis et ont donc un pouvoir direct sur le changement climatique, elles ont la puissance de feu de l'argent en masse, cumulant 3 000 milliards d'euros de PIB chaque année alors que l'État n'a qu'un budget annuel de 300 milliards d'euros, c'est-à-dire exactement dix fois moins⁹. L'impact du levier économique a de nombreux autres arguments en sa faveur, mais résiste-t-il à la banale évidence des ordres de grandeur ? Il y a 3,5 millions d'entreprises dans ce pays, dont 6 000 ETI¹⁰ et 300 grands groupes dont les 40 plus performants constituent le fameux CAC 40. Quand l'AFEP¹¹, le lobby des 110 plus grands groupes français, une sorte de MEDEF en plus diabolique, s'accorde sur une mesure, ils sont 110 à s'entendre. Quand l'Élysée décide, il est seul à décider ; « il », le président de la République.

En outre, les 110 membres de l'AFEP, et les 6 000 ETI qui travaillent par centaines avec les entrepreneur·ses sociaux·les et les acteur·ices de la transition écologique par-ci par-là, n'ont aucune coordination, étant totalement dérégulés car soumis à la somme des intérêts privés et aux

9. Chiffres disponibles sur www.budget.gouv.fr, onglet « Budget de l'État ».

10. Entreprise de taille intermédiaire : entre 250 et 4 999 salarié·es.

11. Association française des entreprises privées.

rapports de force, et n'ayant pas besoin de se référer à une comptabilité extra-financière stricte, neutre et objective.

Nous mentionnons cela, car dans la comptabilité financière officielle, l'émergence du « commissariat aux comptes » et de « l'expertise comptable » a permis de poser, depuis 1969, des normes communes pour juger de la bonne santé des finances privées. Ces standards permettent aux entreprises d'évaluer leur capacité à créer des profits pour leurs actionnaires, qu'ils soient partagés ou non (quand bien même c'est tout le postulat du capitalisme¹² que d'imaginer que ces profits seront ensuite répartis). En tout cas, ruissellement ou non, aucune comptabilité d'entreprise n'intègre le partage de la valeur dans ses évaluations de finances.

Tout cela pour dire que le monde économique s'organise selon très peu de normes (1); que lorsqu'il s'entend sur des normes elles sont centrées sur la capacité à dégager des profits (2); et que les actions concertées entre entreprises ne sont ni transparentes ni efficaces du fait de leur très grand nombre (3). En miroir de cela, lorsque l'Élysée décide, il produit en moyenne, sous la V^e, 350 textes législatifs par législature – c'est-à-dire 70 par an (1). Ces textes sont centrés sur la puissance publique et l'intérêt général même quand ils sont votés par des libéraux-les (2); ils doivent porter le masque de la collectivité et ne peuvent assumer d'engraisser les 0,1 % les plus aisés (3); et surtout, ces 350 textes sont initiés, contrôlés et relus par le président de la République (4).

Si l'on résume, 1 homme produit ou initie 70 normes législatives, et toutes les conséquences normatives qui s'en suivent en termes de campagnes, décrets, budgets, subventions et mises en application sous forme de services publics ou de régulations, par an. En face, les entreprises, si elles s'entendent, doivent être 40, 110, 6 000 ou 3,5 millions à

12. *Capital et idéologie* de Piketty (2019) revient sur ces présupposés infondés.

s'accorder sur des contraintes sans bien sûr renoncer à leurs intérêts propres. L'avantage de la loi c'est qu'elle s'applique aux 3,5 millions directement et en un seul texte.

Un tel dysfonctionnement n'est plus possible au regard de nos urgences collectives, où la nécessité est bien celle de reconnecter avec « une économie à nous¹³ » qui se met au service de l'humain, et non plus l'inverse. Bien sûr, dans l'utopie que nous devons nourrir, il ne sera plus possible qu'un palais de l'Élysée puisse faire autant figure d'Anneau que dans le roman du Seigneur éponyme. Mais pour détruire l'Anneau, il faut d'abord s'en saisir.

Pour nous c'est très simple et très évident : prendre l'Élysée par la voie démocratique est aujourd'hui le moyen le plus efficace, fiable, non violent et durable pour changer le cours des choses et l'ordre du monde qui s'auto-détruit.

3. Les partis et l'élection présidentielle

Vous pensez que les partis politiques partagent cet objectif ? Ce n'est pas notre constat. Bien sûr la prise de l'Élysée ne sera jamais suffisante, tout efficace soit-elle : elle doit s'harmoniser avec pléthore d'autres champs dans la société pour que la transformation soit complète, sinon la Révolution se serait faite en un an ! Au lieu de ça, il aura fallu un siècle pour que la République s'installe dans la loi et les consciences (1792-1876¹⁴). Bien sûr la prise de l'Élysée comporte quelques prérequis culturels, médiatiques et financiers qu'il faut maîtriser avant d'agir.

Pour autant, ces prévoyances posées, la prise de l'Élysée n'a été ces dernières années la priorité d'aucun des partis politiques attestant avoir mesuré – bien que ce soit

13. Formule reprise du livre-manifeste de l'entrepreneuse Eva Sadoun, *Une économie à nous. Changer de regard pour redéfinir les règles du jeu*, Actes Sud, 2022.

14. De la proclamation de la I^{re} République à la victoire définitive et sans retour du camp républicain à l'Assemblée.

certainement sincère – l’ampleur de la crise écologique et sociale présente et à venir.

Mais les partis politiques ne sont ni les seuls responsables ni le cœur du problème.

> Ils ne sont pas les seuls responsables, car bon nombre d’activistes, syndicats, associations, mouvements et influenceur-ses ont renoncé à prendre part à la conquête du pouvoir en abdiquant par peur, égoïsme, confort ou en déléguant cette mission aux partis.

> Ils ne sont pas le cœur du problème car ils sont indispensables à la vie démocratique. Ils travaillent énormément et sont composés en très grande majorité de citoyen-nés honnêtes, dévoué-es et organisé-es.

> Le fait qu’ils ne soient ni les seuls responsables ni le cœur du problème n’enlève rien à leur responsabilité. Et c’est cette responsabilité qui a probablement motivé l’écriture de cet ouvrage. Les partis politiques conscients de l’urgence écologique, en renonçant à des stratégies pleinement et exclusivement centrées sur la victoire, n’ont pas assumé leurs rôles de visionnaires. Ils ont été emportés dans cette logique qui place la victoire comme l’une des composantes du match. Ils ont adopté l’hyper-réalisme des médias et des sondages. Comme sur le Tour de France, ils ont cru aux statistiques données sur chacun des coureurs qui enterrent déjà avant le départ la plupart d’entre eux. Dans ce renoncement à élaborer des stratégies de victoire, du côté des activistes on aime se tenir à distance de la politique politicienne en appelant « à voter pour l’écologie » sans se mouiller; du côté des politicien-nés, les stratégies électorales trop réalistes et cyniques prennent acte d’une victoire impossible avant même d’avoir été soumises au verdict populaire.

4. Notre découverte des partis politiques

Nous avons découvert les partis politiques à des moments très différents tou-tes les trois.

Mahaut, militante féministe, découvre l'arène politique plutôt « sur le tard », en 2018, lorsqu'elle entend Raphaël Glucksmann à la radio annoncer qu'il s'apprête à lancer un mouvement dont les leaders des luttes contre le réchauffement climatique, les injustices sociales et pour l'innovation démocratique seront les représentant-es. Elle qui a toujours voté Mélenchon notamment pour sa promesse de renouvellement, elle qui veut agir mais ne comprend pas la mécanique politicienne, est enthousiasmée. Elle écrit un mail et rejoint le pôle communication du mouvement bientôt consacré Place publique. Auprès de Raphaël Glucksmann, Claire Nouvian, Jo Spiegel, Diana Filippova et Thomas Porcher, elle apprend les rouages professionnels de la politique. Au fil des négociations avec les principales forces de gauche pour s'accorder sur un socle de 10 propositions qui fasse espérer une liste commune aux élections européennes de 2019, elle comprend vite que les partis préfèrent perdre divisés (notamment Génération-s et PCF, qui n'obtiennent finalement aucun siège) plutôt que gagner unis. Elle découvre avec stupéfaction le poids de la rancœur, des trahisons passées, et l'immaturation avec laquelle les responsables politiques prennent les décisions qui impacteront les millions de Français-es et d'Européen-nés : « Ok pour une liste, mais pas avec lui ; ok, mais sans elle ; d'accord, mais tou-tes derrière moi. » C'est la cour de récré. Elle quitte vite le navire quand elle voit qu'au passage les porteur-ses de causes si chères au récit médiatique de son mouvement ne parviennent pas à trouver leur place dans ces magouilles politiciennes, et se font bientôt avaler par les accords électoraux. Déçue, elle laisse la politique de côté, mais pas pour longtemps. Elle y retourne en tant que collaboratrice auprès d'Aurore Lalucq, jeune économiste élue au Parlement européen sur une liste semi-panachée PS-Place publique-Nouvelle donne-PRG, qu'elle accompagne sur les affaires nationales, notamment sur le projet d'une université d'été commune aux différents partis de gauche. Mais là aussi, ça capote. En 2022, stupéfaite devant

les 89 sièges remportés par l'extrême droite mais galvanisée par la NUPES, elle cherche à s'y engager, mais comment, où? LFI pour son programme, les Verts pour leur ethos, le PS pour sa transparence? Pourquoi la NUPES n'a-t-elle pas de structure où il serait possible de s'engager sans choisir? Elle toque à toutes les portes, et c'est le PS qui lui ouvre. Elle y est aujourd'hui secrétaire nationale à l'égalité professionnelle.

Priscillia n'a jamais été encartée dans un parti ni même syndiquée. Pourtant, c'est bien au cœur des entreprises dans lesquelles elle travaille qu'elle observe attentivement les jeux de pouvoir et comprend que la politique se joue aussi en ces lieux, et plus particulièrement dans les grands groupes. Elle bassine ses collègues et ses ami-es, toujours à vouloir refaire le monde, avec ses questionnements sur le fonctionnement des institutions et de notre société, notamment dans les domaines de l'éducation, du travail, et au sujet des territoires ultramarins. Avant cela, elle participe aux grèves de son lycée, manifeste contre le contrat de première embauche (CPE) en 2006, suit de près la grande mobilisation de 2009 contre la vie chère en Martinique et en Guadeloupe et plus tard, en 2016, celle contre la loi Travail. Plus que le fonctionnement interne des partis politiques, ce sont leurs méthodes qu'elle découvrira, de manière assez brutale, lorsqu'elle sera hyper-médiatisée après avoir lancé sa cinquième pétition en mai 2018, acte qui donnera naissance au mouvement des Gilets jaunes le 17 novembre suivant. Elle verra le Rassemblement national et Les Républicains tenter de récupérer le mouvement à la fois sur les ronds-points et en plateaux TV, entre deux prises de contact désespérées avec elle et d'autres. Ils recevront une fin de non-recevoir. D'autres micro-partis ont tenté de contribuer au débat public en envoyant leurs travaux. Plusieurs militant-es de La France insoumise l'ont entretenue avec insistance en manifestations, rappelant que le parti portait des revendications démocratiques proches de celles du mouvement. Les membres